

Dossier Economie sociale et solidaire et politique de la ville

Journée du 27 mars 2014

« Quelle place pour les quartiers sensibles dans l'économie sociale et solidaire : Enjeux de l'ESS dans le cadre de la politique de la ville en Languedoc Roussillon »

Sommaire :

- **ESS de quoi parle-t-on ?** p.1
- **Le cadre national** p.2
- **Les PTCE** p.3
- **Les structures de l'ESS** p.5
- **Les financements** p.6
- **Guides / Outils** p.7

ESS : de quoi parle-t-on ?

Petite définition :

L'économie sociale et solidaire (ESS) rassemble les structures qui cherchent à concilier activité économique et utilité sociale, avec pour ambition de créer des emplois et de développer une plus grande cohésion sociale. Donnant la primauté aux personnes sur la recherche de profits, elles sont organisées autour d'une solidarité collective, d'un partage du pouvoir dans l'entreprise, et réinvestissent leur résultat dans les projets et au service des personnes.

Coopératives, mutuelles, associations et fondations constituent un acteur économique de poids pour remettre l'humain au cœur de l'économie de demain.

[Les différentes statuts de l'ESS et autres ressources sur le site de AVISE](#)

Innovation sociale et territoires

[Panorama 2013 des actions de soutien à l'innovation sociale en Région](#). Réalisé par l'Avisé en partenariat avec l'Association des Régions de France (ARF), il donne des points de repères sur les politiques et stratégies régionales d'innovation, complétés par plus d'une quarantaine d'actions pilotées et soutenues par les Régions.

[L'innovation sociale, un levier pour les territoires. AVISE 2012](#)

Destiné aux élus et techniciens des collectivités locales souhaitant intégrer les questions d'innovation sociale dans leurs politiques de développement, ce guide propose des repères et bonnes pratiques pour développer des politiques régionales de soutien à l'innovation.

Ressources générales nationales

[Ministère de l'économie et des finances](#) / Economie sociale et solidaire

[Portail pour développer l'économie sociale et solidaire AVISE](#)

[Observatoire national de l'ESS](#) (Conseil national des chambres régionales de l'économie sociale)

[Site du Réseau 21. Centre de ressources sur l'économie solidaire et le développement durable](#)

[Site de TESS](#). Travailler dans l'Economie Sociale et solidaire

[Site du Labo de l'ESS](#) (études, recherches : think tank)

[Site d'APRILES](#). (capitalisation d'expérience)

En Languedoc Roussillon

[La Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire Languedoc Roussillon](#) : Elle regroupe un ensemble de réseaux coopératifs, mutualistes et associatifs, qui se reconnaissent dans le concept d'économie sociale et solidaire. Elle a pour but de rassembler, défendre, promouvoir et représenter ses membres (coopératives, mutuelles et associations) en favorisant l'émergence et le développement des structures du secteur. On trouvera sur leur site internet un observatoire de l'ESS et un outil d'auto-formation à l'ESS.

Outil d'auto-formation en économie sociale et solidaire. CRESS LR

Entrée thématique pour accéder à des développements permettant d'approfondir différentes problématiques relatives au champs de l'Économie sociale et solidaire ou bien Entrée par item de programme officiel des sciences économiques et sociales de l'enseignement secondaire, pour accéder à des développements permettant d'aborder ces thématiques sous l'angle de l'Économie sociale et solidaire. [Accès à l'outil sur le site de la CRESS LR](#)

[Panorama, atlas, les métiers de l'économie sociale en Languedoc Roussillon](#) : **L'Observatoire Régional de l'Économie Sociale et Solidaire du Languedoc-Roussillon (Oress LR) / Publications**
Panorama de l'économie sociale en Languedoc-Roussillon 2013. (Source : Cress LR / Oress LR, d'après Insee - Clap et DADS 2010) [Cliquez ici *](#)

Le Conseil régional Languedoc Roussillon

La Région Languedoc Roussillon est novatrice en ce qui concerne l'accompagnement de l'innovation sociale et solidaire en Languedoc-Roussillon : [Document à télécharger sur le site de Sémaphores](#)

Le cadre national

Le projet de loi sur l'économie sociale fin avril à l'Assemblée, dit projet de loi Hamon

Zoom sur les mesures clés.

- Amplifier le financement des structures et entreprises de l'économie sociale et solidaire
- Donner du pouvoir d'agir aux salariés
- Créer de l'emploi dans les territoires.

[Projet de loi 2013](#) à télécharger sur le site du ministère. juillet 2013

Gouvernance territoriale :

l'ESS intégrée aux Schémas de développement territoriaux (amendement loi Hamon): le [point sur quelques articles, renforçant l'ancrage territorial du texte.](#)

Sur le site du Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire (RTES) : septembre 2013

Convention d'objectifs pour les quartiers prioritaires entre le Ministre délégué à la Ville et le Ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire et la Consommation

Cette convention repose sur quatre priorités :

- améliorer la connaissance de l'économie sociale et solidaire pour agir plus efficacement ;
- créer de l'activité dans les quartiers par un « choc coopératif » et par le développement de clauses d'insertion ;
- soutenir l'accès des jeunes des quartiers aux emplois de l'économie sociale et solidaire (ESS) ;
- développer entrepreneuriat social et l'innovation sociale dans les quartiers.

Accès à la [Convention d'objectifs pour les quartiers prioritaires \(signée par F. Lamy et B. Hamon septembre 2013\)](#) sur le site du ministère.

Enjeux pour les contrats de ville :

Priorité renforcée par la nouvelle politique de la ville, le développement économique devra être un pilier majeur du contrat de ville réfléchi à l'échelle de l'agglomération, sur la base d'un projet de territoire. L'économie sociale et solidaire est **spécifiquement mentionnée** par le gouvernement comme levier du développement économique des quartiers prioritaires, de par sa dimension sociale et son implantation à l'échelle du territoire local. Cette priorisation ne se fera qu'à partir de la reconnaissance mutuelle des acteurs de la politique de la ville et ceux du développement économique.

Journée nationale consacrée au développement urbain : Le développement économique urbain.

Les Rencontres de la Ville, 7 octobre 2013 :

http://cosoterressources.info/opac/?lvl=notice_display&id=13187

Quel rôle les collectivités peuvent avoir dans l'appui à l'émergence de l'ESS dans les quartiers ?

Discours de Christiane Bouchart, conseillère communautaire de Lille Métropole, conseillère municipale déléguée à l'ESS ville de la ville de Lille.

Travaux du Centre de Ressources Politique de la ville pour les régions Centre et Poitou-Charente, Villes au carré : http://www.villesaucarre.org/agenda_13_id_even!215-developpement-economique-urbain-rencontre-ess-politique-ville-23-avril-tours.html

Les PTCE

Un Pôle Territorial de Coopération Economique (*PTCE*) se définit comme un groupement d'acteurs sur un territoire – initiatives, entreprises et réseaux de l'économie sociale et solidaire, petites et moyennes entreprises, collectivités locales, centres de recherche et organismes de formation – qui met en œuvre une stratégie commune et continue de coopération et de mutualisation au service de **projets économiques innovants de développement local durable**.

Ressources nationales

[En savoir plus sur le site du « Labo de l'économie sociale et solidaire »](#)

[« Eléments de caractérisation des PTCE » pdf à télécharger](#)

En Languedoc-Roussillon

PTCE REALIS - Réseau Actif pour l'Innovation Sociale en Languedoc-Roussillon - (Hérault)

REALIS est le fruit d'une démarche concertée de la Région avec les partenaires de l'Economie Sociale et Solidaire pour créer un éco-système favorable au développement de l'innovation sociale. [En savoir plus](#) sur le site de la CRESS-LR / sur le site du Conseil Régional: sur le site de [Réalisis réseau actif pour l'innovation sociale en Languedoc Roussillon](#)

Ce Pole Territorial de Coopération Economique articule les structures suivantes :

REPLIC

Outil innovant de création d'entreprises sociales au service d'un développement durable (la Table de Cana, Label Route, la Feuille d'érable...)

ALTER'INCUB

Un incubateur d'entreprises sociales (la fabrique à initiatives de Languedoc Roussillon)

REALIS : Pépinière d'entreprises de l'économie sociale et solidaire

La pépinière d'entreprises de l'économie sociale et solidaire a pour vocation d'accueillir de jeunes entreprises de ce secteur et notamment des entreprises coopératives, pour une période de trois ans en moyenne. À l'image d'une ruche, la pépinière est un véritable outil au service de ces jeunes entreprises, un espace d'hébergement et de conseil, agissant en partenariat étroit avec les réseaux d'accompagnement à la création d'entreprises de la Région Languedoc-Roussillon.

Le pôle REALIS s'adresse aux entreprises qui cherchent à concilier un objet social fort avec une efficacité économique.

Il accueille :

- des entreprises en création (-3 ans) pour sécuriser leur démarrage et favoriser leur essor à un accompagnement personnalisé
- des entreprises en développement (+3 ans) pour assurer leur croissance et leur pérennité.

COEPTIS : Ecole de l'entrepreneuriat ESS

COEPTIS est issue de l'alliance entre l'EEES* et l'ESCAIA** : c'est la première école nationale dédiée à la qualification des dirigeants et cadres dirigeants de l'économie sociale.

*EEES : Destinée aux dirigeants et cadres dirigeants, l'école de l'Entrepreneuriat en économie Sociale s'attache à rendre plus lisibles les spécificités managériales et les pratiques de gouvernance des entreprises de l'économie sociale

**ESCAIA : L'Escaia est une école de commerce d'enseignement privé formant des futurs cadres de la coopération, de l'industrie agro-alimentaire en leur apportant des compétences poussées en marketing et gestion.

COVENTIS : Portail d'affaires socialement responsables en Languedoc Roussillon

Missions :

Mobiliser des personnes aux valeurs communes autour de projets économiques socialement responsables, développer des flux d'échanges visant des objectifs sociaux et environnementaux, promouvoir les produits et les services des différentes filières qui composent l'économie sociale et solidaire...

Coventis se décompose en 3 actions transversales :

Un salon d'affaires qui rassemble la diversité des structures et des partenaires de l'ESS. Cet évènement biennal est le fruit de la volonté des acteurs de se rencontrer et de tisser des liens entre eux. Il contribue à construire et à valoriser le sentiment d'appartenance au secteur de l'ESS et permet de développer des marchés à travers des conventions commerciales ou des partenariats.

Un facilitateur d'affaires. Son objectif est de multiplier les flux d'échanges et renforcer le développement d'un marché "intra ESS" puis "extra ESS" par la prospection, la coordination et l'animation d'une offre de développement d'affaires.

Un portail d'affaires qui référence les entreprises de l'ESS ainsi que leurs offres de produits ou de services. Il contribue à la promotion et au développement de l'achat socialement responsable en permettant une recherche ciblée.

Coventis est porté par la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS LR) et la Région Languedoc-Roussillon, en partenariat avec l'Europe, avec le soutien de l'Etat et des entreprises de l'économie sociale et solidaire.

Téléchargez les fiches descriptives : [Réplic *](#), [Alter'Incub *](#), [Coeptis *](#), [Coventis *](#), [Pépinière Réalis *](#)

Les Structures de l'ESS

Les COOPERATIVES :

Les Sociétés coopératives et participatives : SCOP

Une **Scop** (Société Coopérative de Production) est au plan économique une entreprise industrielle ou commerciale (SA ou SARL) qui a choisi au plan social un statut juridique dans lequel les salariés sont associés majoritaires et vivent un projet commun en mutualisant équitablement les risques et les grandes décisions : désignation des dirigeants, orientations stratégiques, affectation des résultats.

Les sociétés coopératives d'intérêt collectif : SCIC

Entreprise coopérative qui produit des biens ou services qui répondent aux besoins collectifs d'un territoire par la meilleure mobilisation possible de ses ressources économiques et sociales. Les **collectivités** peuvent participer aux SCIC afin de promouvoir de l'activité sur le territoire. [En savoir plus](#)

Ressources nationales

[Les scop réseau national](#), confédération générale des Scop (CG Scop)

En Languedoc Roussillon

[Union régionale des Scop et des Scic de Languedoc-Roussillon](#)

Les coopératives d'activité et d'emploi : CAE

Les CAE sont des structures d'accompagnement à la création d'activités et d'emplois créées sous forme coopérative. Elles sont ouvertes à toutes celles et ceux qui souhaitent poursuivre un projet entrepreneurial. En plus d'offrir un hébergement et un cadre juridique, les CAE aident les créateurs dans la gestion administrative. Elles offrent également un accompagnement sur mesure (conseil, analyse des résultats,...) ainsi que des modules de formation à la carte. Les coopératives d'activités offrent la possibilité à des porteurs de projets d'entreprise de tester leurs activités en « grandeur nature ». Au terme du test sous contrat CAPE, les entrepreneurs peuvent créer leur propre entreprise ou pérenniser leur activité au sein de la coopérative.

Ressources nationales

Le réseau **Coopérer pour Entreprendre** a été créé afin de mettre en commun la R&D, assurer la pérennité des Coopératives d'activités et d'emploi (CAE), devenir le centre de ressources du réseau et représenter les CAE. Le réseau regroupe 68 CAE en France.

[En savoir plus sur le site](#) de coopérer pour entreprendre / [Site de l'association nationale des coopératives d'activité](#) COPEA

En Languedoc Roussillon

[Sur le site de l'Urscoop Lr](#)

[Sur le site de l'association nationale des coopératives d'activité/ les membres](#)

[Sur le site de coopérer pour entreprendre/carte](#)

Les Structures d'insertion par l'activité économique : SIAE

Structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) peuvent être des partenaires clés des entreprises privées et des collectivités. Elles offrent de multiples opportunités dans plusieurs domaines : développement de l'impact social d'achats, diversification des modes de recrutement, déploiement de la responsabilité sociétale. Le site socialement-responsable.org propose notamment

un annuaire national des SIAE, ainsi que de nombreuses clés pour développer ses [achats socialement responsables](#) et comprendre les clauses sociales.

Les structures qui qualifient l'IAE se répartissent en deux catégories : soit elles produisent directement des biens et des services, soit elles mettent leurs salariés à disposition d'utilisateurs. Parmi les structures qui produisent des biens et des services, on y trouve : les [ateliers et chantiers d'insertion \(ACI\)](#) et les [entreprises d'insertion \(EI\)](#).

En ce qui concerne la mise à disposition de personnel, on parle d'[entreprises de travail temporaire d'insertion \(ETTI\)](#), d'[associations intermédiaires \(AI\)](#) et de [groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification \(GEIQ\)](#).

[En savoir plus](#) sur le site de AVISE

Ressources nationales :

Considéré comme organe clé de l'IAE, [le Conseil national de l'insertion par l'activité économique \(CNAIE\)](#) est un organisme créé par le gouvernement qui veille et conseille les politiques d'insertion. Il joue aussi un rôle de représentation institutionnelle et de concertation des acteurs de l'IAE.

[CNEI, Comité national des Entreprises d'Insertion](#)

Réseau national de labellisation des Régies de Quartiers, [CNLRQ](#)

En Languedoc Roussillon :

[UREI LR](#) (annuaire en ligne)

Annuaire régional des entreprises d'insertion du Languedoc Roussillon janvier 2014 (à télécharger sur notre site)

Les Financements :

Les modes de financements alternatifs : épargne solidaire et micro-crédit :

[Outil d'autoformation de la CRESS-LR](#)

France ACTIVE :

France Active est l'acteur de référence du micro crédit bancaire garanti et le premier financeur non bancaire des entreprises solidaires en France. France Active est constitué d'une tête de réseau et de 40 structures de proximité regroupant 500 professionnels et 2000 bénévoles. Au plus proche du terrain, le réseau conseille les entrepreneurs et finance leur projet pour en garantir la pérennité. France Active est le seul réseau à être à la fois prêteur, garant et investisseur.

[Lire la suite sur Localtis](#) / [Site de France active](#) / [France active en Languedoc Roussillon](#)

AIRDIE financeur solidaire (fonds France active) :

Depuis 20 ans l'Airdie met la finance au service des personnes, de l'emploi et des territoires. Créée en 1994, l'Airdie propose :

- un accompagnement de projets de création d'entreprise par des experts financiers,
- la mobilisation de financements solidaires innovants pour viabiliser votre projets,
- l'accès aux circuits bancaires et financiers.

L'AIRDIE permet ainsi aux chômeurs créateurs d'entreprise et aux **entrepreneurs solidaires** d'avoir les mêmes chances d'accéder aux financements que les entreprises ordinaires. L'Airdie s'implique fortement avec ses partenaires au développement de **l'innovation sociale** par la création de nouveaux outils financiers pour répondre aux besoins des territoires.

L'Airdie, représente en Languedoc-Roussillon le réseau national France Active.

[Pour en savoir plus](#)

ADIE association pour le droit à l'initiative économique (micro crédit pour « micro-entrepreneurs ») :

L'Adie est une association reconnue d'utilité publique qui aide des personnes exclues du marché du travail et du système bancaire à créer leur entreprise et donc leur propre emploi grâce au microcrédit.

L'Adie a été créée en 1989 par Maria Nowak en adaptant à la France le principe du microcrédit, mécanisme financier qui a largement fait ses preuves dans les pays du tiers-monde, en Asie, Afrique et Amérique Latine. Aujourd'hui, des millions de personnes à travers le monde vivent de leur travail grâce à ce type de financement.

Depuis ses débuts, les missions de l'Adie sont restées inchangées :

- **Financer** les micro-entrepreneurs qui n'ont pas accès au crédit bancaire, et plus particulièrement les chômeurs et les allocataires des minima sociaux, à travers le microcrédit
- **Accompagner** les micro-entrepreneurs avant, pendant et après la création de leur entreprise pour assurer la pérennité de leur activité
- **Contribuer** à l'amélioration de l'environnement institutionnel du microcrédit et de la création d'entreprise.

[Pour en savoir plus](#)

Panorama des outils financiers solidaires et responsables. Cette question a été traitée dans un groupe de travail du labo de l'économie sociale et solidaire, dont les objectifs sont de développer des outils financiers pour répondre aux enjeux de l'économie sociale, solidaire et territoriale.

[Accès au document sur le site du labo de l'ESS](#)

Guides, Outils

- **Emplois d'avenir dans l'économie solidaire** : Guide opérationnel pour le déploiement des emplois d'avenir dans l'Économie Sociale et Solidaire en **Languedoc-Roussillon**.

Cress Languedoc-Roussillon, Direccte LR, Septembre 2013, 32 p.

Ce guide a un double objectif : Préciser les fondamentaux du cadre légal des emplois d'avenir et proposer une approche opérationnelle dans le cadre d'un recrutement en emploi d'avenir.

[Accès au guide](#)

- **Livret d'accueil. Présentation de l'économie sociale et solidaire à destination de ses acteurs.**

CRESS, CRAJEP, Région LR, DRJSCS

Pour transmettre les spécificités que recouvre l'économie sociale et solidaire et renforcer les pratiques d'accueil au sein des différentes structures. Travail collectif conduit avec plusieurs acteurs de l'ESS de la région et soutenu par le Conseil Régional et la DRJSCS, il a été conçu à partir des besoins identifiés sur les pratiques d'accueil et de reconnaissance de l'économie sociale et solidaire au sein des structures de ce champ. [Télécharger le Livret d'Accueil](#)

- **L'économie solidaire en pratiques dans les Régies de Quartier et de Territoire**

Réalisé avec le concours de Laurent Gardin, chercheur au Centre de Recherche et d'Information sur la Démocratie et l'Autonomie, enrichi des contributions et des échanges d'une quinzaine de Régies, le fascicule met en évidence la diversité des initiatives, leur sens et leurs liens avec l'économie solidaire. Il propose aux Régies des pistes de réflexion et d'action pour mettre en débat cette culture d'économie solidaire et développer leurs propres initiatives, la diffusion et l'animation, la sensibilisation et la formation.

[Télécharger](#) sur le site du CNLRQ